



CHAPITRE 97

Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-sud

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Montréal-Sud, a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 1 George V (1911), chapitre 70, modifiée par la loi 9 George V, chapitre 145, soit de nouveau modifiée, qu'il lui soit accordé des pouvoirs spéciaux et que son territoire soit agrandi;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans la dite pétition;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Acquisition autorisée.

1. Nonobstant les dispositions du chapitre 220 des Statuts refondus de Québec, 1941, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec, la ville pourra acquérir en tout ou en partie, de gré à gré, de Sa Majesté, aux droits du Canada, les parties de lots no: 156 et 159, sa propriété, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, avec les bâtisses dessus érigées, et situées dans les limites de la municipalité, et devant servir, en totalité ou en partie à des fins résidentielles, municipales, commerciales, ou industrielles.

Subdivision.

2. Après les avoir acquis, la ville est autorisée à faire subdiviser des dits immeubles, en lots pouvant servir aux fins

CHAPTER 97

An Act to amend the charter of the town of Montreal-South

[Assented to, the 10th of March, 1949]

Preamble.

WHEREAS the town of Montreal-South, has, by its petition, represented that it is in the interest of the good administration of its affairs that its charter, the act 1 George V (1911), chapter 70, amended by the act 9 George V, chapter 145, be again amended and that special powers be granted to it and its territory extended;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Acquisition authorized.

1. Notwithstanding the provisions of chapter 220 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, with the approval of the Quebec Municipal Commission, the town may acquire in whole or in part, by private sale, from His Majesty, in the right of Canada its property, being part of lots Nos. 156 and 159, of the official cadastre for the parish of Saint-Antoine de Longueuil with buildings thereon erected and situated within the limits of the municipality, and to be used in whole or in part, for residential, municipal, commercial or industrial purposes.

Subdivision.

2. After having acquired them, the town is authorized to have said immovables subdivided into lots to be used for the

susdites à l'article précédent, et à les vendre ou louer, en tout ou en partie, aux conditions qu'elle déterminera, avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

purposes mentioned in the preceding section, and to sell or rent same, in whole or in part, under such conditions that it may determine, with the previous approval of the Quebec Municipal Commission.

Emprunt. **3.** Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas le coût d'acquisition et des autres dépenses et frais légitimes prévisibles à ce sujet, par règlement approuvé au préalable par la Commission municipale de Québec, et le ministre des affaires municipales, conformément aux prescriptions de la loi concernant les règlements d'emprunts, sauf la nécessité de soumettre ledit règlement à l'approbation des électeurs propriétaires.

3. For the aforesaid purposes, the council may borrow a sum not exceeding the amount of the purchase price and said other legitimate expenses and costs as may be foreseen, by by-law previously approved by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, in accordance with the provisions of law respecting loan by-laws, save the necessity of submitting said by-law to the approval of the elector-proprietors.

Emploi. **4.** Tout l'argent provenant de ces ventes ou locations autorisées par la présente loi, devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville à ce sujet, en principal et intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet.

4. All moneys accruing from such sales or leases authorized by this act, shall be employed to pay off the obligations incurred by the town for such purpose, in capital and interest, and all the other legitimate expenses and costs arising therefrom.

Excédent. S'il y a excédent, il sera déposé dans un fond spécial dont l'utilisation partielle ou complète, sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

If there be a surplus, it shall be deposited in a special fund, the use of part or the whole of which shall be submitted to the previous approval of the Quebec Municipal Commission.

1911, c. 70, a. 14, remp. **5.** L'article 14, de la loi 1 George V, (1911), chapitre 70, est remplacé par le suivant:

5. Section 14 of the act 1 George V (1911), chapter 70, is replaced by the following:

S.R., c. 233, a. 210, remp. pour ville. **"14.** L'article 210 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"14. Section 210 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

Heures du scrutin. **"210.** Les bureaux de votation doivent être ouverts à huit heures de l'avant-midi et rester ouverts jusqu'à huit heures de l'après-midi du même jour, et chaque sous-officier rapporteur est tenu de recevoir, pendant ce temps, dans le bureau de votation qui lui est assigné, de la manière ci-dessous prescrite, les votes des électeurs ayant droit de voter à ce bureau."

"210. The polls shall be opened at the hour of eight of the clock in the forenoon and kept open until eight of the clock in the afternoon of the same day and each deputy returning-officer shall, during that time, in the polling-station assigned to him, receive, in the manner hereinafter prescribed, the votes of the electors duly qualified to vote at such polling-station."

1919, c. 145, a. 3, remp. **6.** L'article 3 de la loi 9 George V, chapitre 145, est remplacé par le suivant:

6. Section 3 of the act 9 George V, chapter 145, is replaced by the following:

S.R.,
c. 233,
a. 404,
remp.
pour ville.

3. L'article 404 de la Loi des cités et villes, est remplacé pour la ville, par le suivant :

Durée du
scrutin.

404. La votation dure deux jours juridiques depuis huit heures du matin jusqu'à huit heures de l'après-midi."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour ville.

7. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Date des
élections.

173. L'élection générale du maire et des échevins de la municipalité a lieu tous les deux ans, le premier lundi juridique du mois de mai, conformément aux dispositions ci-après.

Change-
ment.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la municipalité concernée, changer la date des élections et celle de la présentation des candidats par lettres patentes.

Procé-
dure.

Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.

Avis.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec* et dans le volume des Statuts adoptés à la session alors prochaine de la législature."

S.R.,
c. 233,
a. 175,
remp.
pour ville.

8. L'article 175 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Secrétaire
d'élec-
tion.

175. Dix jours au moins avant, le jour fixé par la présente loi, pour la présentation des candidats, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature, et suivant la formule 5, doit nommer un secrétaire d'élection et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu, démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés."

S.R.,
c. 233,
a. 179,
remp.
pour ville.

9. L'article 179 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant :

3. Section 404 of the Cities and Towns Act, is replaced for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 404, re-
placed, for
town.

404. The poll shall be held on two juridical days, from eight o'clock in the morning to eight o'clock in the afternoon."

Duration
of poll.

7. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173, re-
placed, for
town.

173. The general election for mayor and aldermen of the municipality shall be held every two years, on the first juridical Monday of the month of May in accordance with the provisions hereinafter contained.

Date.

The Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, upon the application of the council of the municipality concerned, change the date for the elections and the date for the nomination of candidates.

Change.

The proceedings and notices for such application shall, as far as possible, be the same as those required for obtaining letters patent under sections 12 and following of this act.

Proceed-
ings.

Notice of such change must be published in the *Quebec Official Gazette* and in the volume of the statutes passed at the then next session of the Legislature."

Notice.

8. Section 175 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 175, re-
placed, for
town.

175. Ten days at least before, the day fixed by this act for the nomination of candidates, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer, by a commission under his hand, in the form 5, shall appoint an election clerk, and may, at any time during the election, appoint in the same manner, another election clerk, if the one first appointed resigns, or refuses or is unable to perform the duties assigned to him."

Election
clerk.

9. Section 179 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 179, re-
placed, for
town.

Avis de l'élection.

"179. Huit jours au moins avant le jour fixé par la présente loi pour la présentation des candidats, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur doit donner avis public, suivant la formule 7, sous sa signature, annonçant:

1. Le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats;
2. Le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire;
3. La nomination du secrétaire-d'élection."

S.R., c. 233, a. 181, remp. pour ville.

10. L'article 181 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Date.

"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu, le lundi précédent le premier lundi juridique du mois de mai, de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit aux mêmes heures."

Application.

11. Les dispositions des articles 11, 12, 13 et 14 de la présente loi, s'appliquent pour les prochaines élections générales à être tenues dans la ville.

S.R., c. 233, a. 429a, aj. pour ville.

12. La Loi des cités et ville (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233) est modifiée, pour la ville de Montréal-Sud, en ajoutant après l'article 429, l'article suivant:

Billet d'assignation.

"429a. Dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet et en apporter l'original au bureau du secrétaire-trésorier de la ville.

Paiement pour éviter plainte.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant audit bureau et en

"179. Eight days at least before the day fixed by this act for the nomination of candidates, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer shall give a public notice, in the form 7, over his signature, setting forth:

1. The place, day and hour fixed for the nomination of candidates;
2. The day on which the polls for taking the votes of the electors will be held in case a poll is necessary;
3. The appointment of the election clerk."

10. Section 181 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S., c. 233, s. 181, replaced, for town.

"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the monday preceding the first juridical monday of the month of May, from noon to two o'clock in the afternoon. If such day be a holiday, it shall be held on the first juridical day following such date, and during the same hours."

Date.

11. The provisions of sections 11, 12, 13 and 14 of this act shall apply for the next general elections to be held in the town.

Application.

12. The Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 233) is amended, for the town of Montreal-South, by adding after section 429, the following:

R.S., c. 233, s. 429a, added, for town.

"429a. In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, on the very spot where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle, or deposit in a conspicuous place on the said vehicle, a copy of such notice and bring the original thereof to the office of the secretary-treasurer of the town.

Notice of summons.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the

Payment to avoid complaint.

y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le secrétaire-trésorier ou par la personne désignée par le conseil, libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Plainte.

Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, une plainte peut être portée contre elle, conformément à la loi, devant la cour de juridiction compétente.

Percep-
tion léga-
lisée.

Les sommes déjà perçues comme amende par la ville, suivant le mode de perception des amendes, sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir."

Entrée en
vigueur.

13. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

said office and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the secretary-treasurer or by any person designated by the council, shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, a complaint may be lodged against him, according to law, before the court of competent jurisdiction.

The sums already collected as fines by the town according to this mode of collection are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain same."

13. This act shall come into force on the day of its sanction.